

## **Lettre à l'éditeur**

**18 juin 2020**

### **Assez de rapports, assez de commissions : Nous voulons une action immédiate**

Les Autochtones sont tués par la police. Nous sommes incarcérés à un taux bien supérieur à celui du reste de la population canadienne. Nos enfants sont pris dans un cercle vicieux et continuent d'être appréhendés et placés dans des foyers d'accueil, où trop d'entre eux finissent incarcérés et emprisonnés ou pire : morts !

Il pourrait y avoir une autre commission, un autre rapport sur la vague actuelle de meurtres et d'agressions, mais encore, aucune mesure n'est prise pour donner suite aux recommandations et, malheureusement, rien ne sera fait pour mettre fin à la violence, la discrimination, le racisme et les abus contre les peuples autochtones qui sont ancrés dans le système judiciaire canadien.

Entre 1967 et 2019, il y a eu treize rapports de ce type. Nous n'avons pas besoin d'études supplémentaires, nous connaissons les problèmes, nous devons agir maintenant.

La *Charte des droits et libertés*, la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et les instruments internationaux des droits de la personne tels que la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ne protègent pas nos peuples, parce que le Canada ne respecte pas sa Constitution, et encore moins la relation de Nation à Nation. Les treize rapports contenant des centaines de recommandations tout aussi répétitives les unes que les autres ne sauvent pas de vies.

Il suffit de regarder la vidéo de la force policière excessive exercée à l'endroit du chef Allan Adam, il s'agit d'un exemple parfait du racisme systémique qui sévit dans tout le pays, c'est clair et simple : notre peuple est enragé. Pas plus tard que vendredi dernier, un agent de la GRC a tiré sur Rodney Levi et l'a tué, le deuxième autochtone à être tué au Nouveau-Brunswick en autant de semaines. Il y a deux semaines, Chantel Moore, une femme autochtone de 26 ans originaire de la Colombie-Britannique, a été abattue par la police d'Edmundston. Le charnier déborde.

L'actualité canadienne documente les traumatismes les uns après les autres. Nous devons mettre fin au racisme et à la discrimination ainsi qu'à la force excessive pratiquée par les forces de police canadiennes. Nous devons également mettre fin à l'impunité dont jouissent les agents de police. La discrimination fondée sur la race est illégale et la violation des droits fondamentaux d'une personne est un acte qui mérite l'intervention de la police, pas plus de violence policière.

Une autre commission d'enquête n'ajoutera rien à ce que nous savons déjà. La poursuite des agressions violentes de la police contre nos communautés en est un cruel rappel. La relation négative entre les peuples autochtones et la police a déjà été largement documentée. Nous savons que nous avons dix fois plus de chances d'être tués par la police que les autres citoyens canadiens. Nous savons que les femmes autochtones représentent la population carcérale qui augmente le plus rapidement. Une autre enquête judiciaire ne changera pas ces faits.

La colère gronde à nouveau. Nous sommes à des années-lumière de la justice, de l'équité et de la sécurité dont jouissent la plupart des citoyens canadiens. L'injustice et la violence se poursuivront si les Canadiens ne trouvent pas le courage et la détermination nécessaires pour apporter de sérieux changements à notre système de « justice ». Pour les peuples autochtones au Canada, il s'agit d'une question de vie ou de mort. Il existe d'autres forces meurtrières qui tuent les peuples autochtones du Canada depuis bien trop longtemps et qui sont bien pires que le virus de la COVID 19 : il s'agit de la discrimination et du racisme.

Jusqu'à présent, les dirigeants canadiens n'ont pas trouvé le courage d'affronter la GRC, le Service correctionnel du Canada et le ministère de la Justice. Ils ont du sang sur les mains.

Nous demandons une stratégie et un plan d'action nationaux en matière de justice pour les Premières Nations. Nous exigeons une restructuration des services de police dans ce pays. Nous n'accepterons pas de formation de sensibilisation, ni d'excuses, ni de pratiques d'embauche symboliques. Aucune de ces approches ne fait vraiment une différence quand on regarde les chiffres. Nous voulons des solutions fondées sur des données probantes à un problème pour lequel nous disposons de trop de preuves pour l'ignorer. Cela signifie qu'il faut envisager des solutions audacieuses, notamment en supprimant le financement des services de police et en l'utilisant pour embaucher des travailleurs sociaux et d'autres professionnels non violents afin d'intervenir lorsqu'une personne a une urgence de santé mentale. Cela signifie qu'il faut retirer les armes mortelles de la police. Cela signifie transférer les services de police de la GRC aux gouvernements des Premières Nations.

Cela signifie également que le gouvernement fédéral ne traînera plus les pieds en matière de justice à l'endroit des Premières Nations. Nous continuons à mourir, et vous continuez à parler. Nous en avons fini avec les discussions. Il est temps d'agir.

Tshinashkumitinau,

Ghislain Picard  
Chef régional, APNQL  
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador

Mussi Cho,

Terry Teegee  
Chef régional, BCAFN  
Assemblée des Premières Nations -  
Région de la Colombie-Britannique